

*Vacance***VACANCE****CARIBOO—CHILCOTIN—DÉMISSION DE LORNE GREENAWAY**

M. le Président: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu l'avis d'une vacance survenue à la Chambre; il s'agit du siège de M. Lorne Greenaway, député de la circonscription de Cariboo—Chilcotin, qui a démissionné.

J'ai donc transmis mon mandat au directeur général des élections afin de l'autoriser à émettre un nouveau bref d'élection pour cette circonscription.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS**LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES DES RÉSERVES**

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, j'ai une pétition très importante à présenter. Elle est signée par 230 jeunes Canadiens étudiant à l'école Lisgar. C'est peut-être leur première expérience du processus politique. Ils veulent attirer votre attention, monsieur le Président, sur une question qui les préoccupe.

Les Algonquins du parc de La Vérendrye, qui manifestaient devant l'édifice central il y a à peine quelques jours, ont soulevé une question qui mérite votre attention, soit le droit de protéger les ressources naturelles de leurs réserves et des terres qu'ils occupent depuis des siècles contre la dévastation provoquée par l'industrie forestière et les chasseurs qui les privent des ressources naturelles essentielles à leur subsistance.

● (1210)

J'ai donc l'honneur de vous soumettre cette pétition dûment certifiée.

L'ÉTIQUETAGE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par 7 000 citoyens qui, à l'instar de 20 000 autres Canadiens qui ont déjà présenté des pétitions au gouvernement, sont en faveur de l'étiquetage des produits alimentaires parce que de nombreux restaurants ne fournissent pas la liste complète des ingrédients entrant dans la fabrication des mets à emporter.

En déposant ces pétitions, je voudrais rendre hommage à Christian et à Betty Lou Taylor. Christian Taylor est décédé après avoir mangé à un restaurant à service rapide. C'est pour lui que sa mère s'est engagée dans cette lutte. Je dépose donc cette pétition au nom de M^{me} Taylor et de tous les autres Canadiens en faveur de l'étiquetage des produits alimentaires.

LES MODIFICATIONS SUGGÉRÉES À LA LOI SUR LES INDIENS

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Étant donné que c'est peut-être notre dernière journée de séance pour un bon

moment, je tiens à présenter trois pétitions au nom de la députée de Vancouver-Est (M^{me} Mitchell). Elles portent sur une demande d'un certain nombre d'habitants de la Colombie-Britannique qui souhaitent que l'on modifie la Loi sur les Indiens, afin de mettre à terme à toute discrimination basée sur le sexe et de s'assurer que la discrimination passée contre les femmes puisse être corrigée rapidement et équitablement en redonnant aux femmes autochtones leur statut d'Indiennes et de membres de la bande dont elles auraient pu profiter sans cette discrimination.

On précise ensuite en détail dans la pétition d'autres réclamations, mais je suis persuadé que vous pourrez, monsieur le Président, examiner de très près tout cela, à la fin de cette partie de nos délibérations. Je tiens à déposer ces pétitions au nom de la députée.

LE PARC DU SUD DE MORESBY—LA PROSPECTION D'HYDROCARBURES

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les îles): Monsieur le Président, j'ai en main une pétition dûment autorisée provenant d'un certain nombre de Canadiens qui s'inquiètent du fait que le jour même où le gouvernement fédéral a signé l'accord relatif au parc du sud de Moresby, il s'est également engagé à consacrer 20 millions de dollars ou plus à la prospection d'hydrocarbures dans le parc marin du sud de Moresby.

Les pétitionnaires signalent que la région des îles de la Reine Charlotte connaît une activité sismique plus intense que celle de la faille de San Andreas, et qu'il existe peu d'endroits au monde où la mer est plus agitée et moins prévisible que dans le détroit d'Hécate.

Ils déclarent donc qu'ils souhaitent voir cesser toute activité de prospection d'hydrocarbures dans leurs eaux côtières et qu'ils ne veulent pas que le gouvernement engage des dépenses à cet égard à partir de maintenant.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Jim Hawkes (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, un député a déclaré qu'on ne va encore répondre qu'à une seule question. Or, nous avons répondu à plus d'une question à bien des occasions. Au total nous avons répondu à 90 p. 100 environ des questions, ce qui est beaucoup mieux que le gouvernement précédent.

Sauf erreur, j'aurai beaucoup de réponses lundi, mais aujourd'hui, je demande que toutes les questions soient réservées.

M. le vice-président: Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.